

mique de l'U.R.S.S. La tendance fondamentale de l'impérialisme américain, par contre, consiste à liquider non seulement ce « glacis stratégique » mais à faire de cette liquidation un point de départ pour la liquidation du monopole du commerce extérieur et de la propriété étatique des moyens de production en Russie même. Ainsi, la commission de la Chambre des Représentants américains demande, parmi les différentes conditions posées à l'octroi éventuel d'un emprunt à la Russie (voir les autres conditions pour cet emprunt dans le N° 1 de « L'Avant-Garde », p. 3) : « Des efforts doivent être entrepris pour relâcher ce monopole (du commerce extérieur) et pour permettre aux exportateurs américains d'entrer directement en contact avec les administrateurs des différents trusts soviétiques. » (« The Observer, 23 Decembre 1945. »)

A Londres, ces deux tendances fondamentalement opposées l'une à l'autre, étaient entrées ouvertement en conflit. A Moscou on s'est efforcé de trouver une solution provisoire. L'impérialisme américain « pénètre » de nouveau dans le glacis soviétique, en imposant l'inclusion de représentants des partis libéraux et paysans dans le gouvernement roumain, alors que la veille même, les dirigeants de ces partis, Bratianu et Maniu, se trouvaient sur le point d'être arrêtés par le gouvernement contrôlé par les Staliniens. Le traité de commerce russo-hongrois est moins exclusif. Alors que la « coalition » vient de se rompre en Pologne et en Yougo-Slavie, Wall Street impose une nouvelle coalition en Bulgarie. En Mandchourie, l'impérialisme américain a obtenu de Staline qu'il rende les principales villes aux forces de Tchang-Kai-Chek, alors que le Haut-Commandement soviétique avait réglé les mouvements de ses troupes de façon à permettre une occupation par les forces « communistes ».

Moscou reçoit en échange des « garanties de sécurité », combien éphémères, dans sa participation au contrôle du Japon et dans la promesse d'un contrôle international de la force atomique. Mais la réelle base du compromis, laquelle indique clairement son caractère provisoire, se trouve ailleurs : en échange des concessions russes, l'impérialisme américain s'est provisoirement tu sur la question du Moyen-Orient. Or, là ce sont, en premier lieu, les intérêts britanniques qui sont engagés ! Le compromis provisoire semble donc, une fois de plus, s'être établi sur le dos du partenaire le plus faible...

La question iranienne et turque.

L'insurrection en Azerbeïdjan et la crise politique iranienne, qui en résulta d'une part, les revendications soviétiques quant à la cession de certains territoires d'autre part, ont brusquement attiré l'attention des visées de la bureaucratie dans le Proche-Orient. Qui dit Iran dit pétrole. Qui dit Turquie dit les Dardanelles. Ce vieux précepte de la politique internationale conserve toute sa valeur dans le cas des revendications soviétiques. La bureaucratie stalinienne a vainement essayé d'obtenir des concessions de puits pétrolifères dans le nord de l'Iran, afin de compenser la destruction des puits de Maïkop et l'usure du matériel dans la région de Bakou. « L'insurrection spontanée » doit lui permettre d'avoir des partenaires plus « traitables » dans les pourparlers. Quant à la pression sur la Turquie, la flotte soviétique enfermée dans la Mer Noire et la possibilité d'une ouverture brusque des Dardanelles par les Turcs à la flotte britannique et américaine, lors d'éventuelles hostilités, rendent l'établissement de points d'appui sur les bords du Détroit impérieux pour le commandement soviétique. On voit clairement ici le caractère fallacieux de la politique de « défense stratégique » adoptée par la bureaucratie stalinienne. Car, en définitive, elle reste non seulement inférieure à l'impérialisme mondial en le suivant sur son propre terrain de course aux armements et de « politique de puissance », mais elle enlève à l'U.R.S.S. la sympathie des masses ouvrières et opprimées qui, hier, étaient ses plus puissantes alliées. Alors qu'au lendemain de la première guerre mondiale le jeune Etat Ouvrier défendit avec acharnement la souveraineté turque contre les attentats de différentes puissances impérialistes, et pouvait ainsi compter sur l'alliance réelle de tous les pays arriérés du Moyen-Orient, c'est la bureaucratie elle-même qui s'attaque maintenant à cette souveraineté et qui permet ainsi à la bourgeoisie turque, tributaire de la City, d'entraîner les masses dans une violente campagne anti-soviétique.

L'Egypte et les pays arabes.

Mais la « menace » soviétique — pour employer les termes de la presse « libérale » britannique, qui trouve tout naturel que les avions britanniques arrosent, jour après jour, les villages indonésiens de bombes incendiaires ! — ne se limite pas à l'Iran et à la Turquie. Elle se fait sentir, d'après l'Emir Abdullah de Transjordanie « dans chaque pays du Moyen-Orient, en allant du canal de Suez jusqu'à l'Afghanistan. » (« The Observer, 23 décembre 1945. »)

Il est certain que la bureaucratie essaye de saisir des avantages stratégiques partout où l'occasion se présente. On se rappelle trop bien dans ce cadre d'idées sa revendication

d'être investie du « trusteeship » (c'est-à-dire du mandat) sur la Tripolitaine ou la Somalie italienne. Mais il est, d'autre part, certain que les seigneurs féodaux arabes, corrompus jusqu'à la moëlle, et derrière eux, leurs commanditaires de la City, exploitent l'occasion à fond pour mettre tous les troubles au Moyen-Orient sur le dos des « agents soviétiques ». En réalité, la situation est bien plus compliquée et le nombre des forces qui s'entrechoquent dans ces pays à demi-sauvages, est extrêmement élevé et difficile à déterminer.

La guerre, et la présence de la puissante Huitième Armée britannique, hautement motorisée, avec son réseau d'aérodromes, d'ateliers de réparation et de dépôts, ont fortement accéléré l'industrialisation de tous les pays arabes et, en premier lieu, de l'Egypte. La bourgeoisie indigène n'en a pas seulement retiré des profits fabuleux, mais son admission dans les Conférences internationales et au sein des « Nations Unies » sur l'arrière-fond de son renforcement économique, ont fortement développé son assurance et ses tendances vers l'indépendance. Les promesses que l'impérialisme britannique et français ont été forcés de lui faire, au moment le plus critique de la guerre, ont à leur tour renforcé la tendance autonomiste. De là les événements en Syrie et au Liban, de là aussi la revendication de plus en plus pressante de l'Egypte pour le départ immédiat des troupes britanniques.

Mais si la bourgeoisie du Moyen-Orient veut bien profiter des difficultés et de l'affaiblissement de ses maîtres impérialistes pour arracher une part plus grande du produit de l'exploitation des masses, elle n'envisage cependant pas un instant une véritable lutte anti-impérialiste. Pour cela, elle est à la fois trop faible économiquement et trop effrayée devant une révolte possible des masses. Le seul effet réel de sa « pression » peut être le changement de maître : ainsi l'impérialisme britannique évinça son « allié » français de la Syrie, tandis que l'impérialisme américain couve d'un regard convoitant l'Egypte et l'Arabie séoudite.

Les troubles sociaux.

Les conflits entre la bourgeoisie indigène et l'impérialisme, et les conflits inter-impérialistes, ne sont, pourtant, pas les seuls en présence. Des conflits sociaux ont à leur tour éclaté et la menace de leur extension, bien plus que le danger de « l'expansion soviétique », constitue la raison profonde de la panique qui s'est emparée tout à coup des bourgeois et propriétaires fonciers arabes.

Les progrès de l'industrialisation ont arraché des milliers de paysans à leurs fermes où ils vivaient dans des conditions de misère et de pauvreté incroyables (1). Ils sont entrés en contact avec les soldats alliés qui vivaient dans un « luxe » inconnu pour eux, et ont eux-mêmes pu connaître, pour la première fois dans leur existence un standard de vie plus élevé. Comme toujours, la prolétarisation des masses paysannes a marché de pair avec leur éveil à la vie politique, et les masses ouvrières syriennes et libanaises ont déclenché par exemple différentes grèves générales durant les dernières années, dont plusieurs dans des buts purement politiques.

Mais une fois la guerre finie, la Huitième Armée a liquidé la plupart de ses ateliers, et force industries nouvelles ne trouvent plus de clients. Il en résulte un chômage effroyable, surtout en Egypte. Des centaines de milliers d'ouvriers restent désœuvrés dans les grandes villes et refusent de retourner sur leurs champs, la plupart déserts, pour y vivre de nouveau une existence de demi-serfs. Dans l'absence d'un mouvement ouvrier organisé en Egypte, ces masses désespérées deviennent facilement la proie de démagogues réactionnaires et fascistes.

La crise palestinienne et la Ligue arabe.

Ainsi, les troubles anti-sémites qui éclatèrent au Caire le 2 et 3 novembre dernier, semblent être l'œuvre d'une organisation véritablement fasciste, dénommée « El Ikhwan el Muslimin », « La Confrérie des Musulmans », dont le chef Hassan el Banna prétend qu'elle compte 300.000 adhérents. Dirigée par des étudiants, des officiers et des fils de propriétaires terriens, cette organisation groupe des bandes armées de chômeurs et détourne la haine des masses égyptiennes paupérisées vers les commerçants grecs et juifs, qui ne constituent en réalité qu'une infime partie de la classe exploiteuse.

Ce mouvement s'inscrit également dans le cadre de la tension autour de la question palestinienne. Le même rôle que la bourgeoisie arabe joue envers l'impérialisme dans les autres pays du Moyen-Orient, la bourgeoisie juive le joue en Palestine : elle aide l'impérialisme britannique à maintenir son exploitation sur les masses en échange d'une

(1) Trois quarts du produit d'un paysan égyptien s'en va vers ses exploiters. Son revenu annuel n'excède pas les 1200 frs. Le pourcentage de mortalité y est le plus haut du monde entier. Seulement 10 p.c. des conscripts y est apte au service militaire. (T. Cliff: « Imperialism in the Middle East »: Fourth International, décembre 1945.)